

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/CTE/W/192  
G/TBT/W/162  
19 juin 2001  
(01-3047)

Comité du commerce et de l'environnement  
Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

## PRESRIPTIONS EN MATIÈRE DE MARQUAGE ET D'ÉTIQUETAGE

### Communication de la Suisse

#### I. OBJET ET PORTÉE

##### A. NÉCESSITÉ D'APPORTER DES ÉCLAIRCISSEMENTS

1. Sur le plan national et régional, il existe un nombre grandissant de prescriptions diverses en matière de marquage et d'étiquetage<sup>1</sup> qui font régulièrement l'objet d'échanges de vues et au sujet desquelles des préoccupations sont régulièrement exprimées dans le cadre des débats du Comité OTC qui portent sur la mise en œuvre et le fonctionnement de l'Accord OTC. À l'occasion du deuxième examen triennal, le Comité a réaffirmé "qu'il était important que toutes les prescriptions en la matière soient compatibles avec les disciplines de l'Accord et, en particulier, qu'elles ne devaient pas devenir des restrictions déguisées au commerce".<sup>2</sup>

2. Dans le cadre des négociations qui se poursuivent sur l'agriculture, la Suisse a dit dans sa proposition de négociation<sup>3</sup> que les questions non tarifaires, comme l'étiquetage et les préférences des consommateurs, revêtaient une grande importance en ce qui concerne le processus de réforme du secteur agricole et elle a donc suggéré que le Comité OTC soit chargé de régler les questions en suspens concernant l'étiquetage qui pourraient influencer sur l'issue des négociations.

3. L'applicabilité de l'Accord OTC, de manière générale, aux prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage n'a jamais été contestée, mais il ressort des débats que l'on ne sait pas très bien dans quelle mesure les dispositions de cet accord s'appliquent à divers programmes de marquage et d'étiquetage. Cette situation crée une incertitude juridique qui atténue l'efficacité de l'Accord.

##### B. PORTÉE

4. Dans les définitions qui sont données à "règlement technique" et à "norme" à l'annexe 1 de l'Accord OTC, il est fait état des dispositions qui traitent "de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage". Pour simplifier les choses, il ne sera question dans la présente communication que de prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage, mais il est entendu que celles-ci comprennent la terminologie et les symboles.

---

<sup>1</sup> Pour une récapitulation des notifications présentées au titre de l'Accord OTC concernant l'étiquetage et le marquage écologiques, se reporter au document WT/CTE/W/150, daté du 29 juin 2000.

<sup>2</sup> G/TBT/9, paragraphe 48.

<sup>3</sup> G/AG/NG/W/94.

5. Par ailleurs, la présente communication ne concerne que les prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage qui sont établies par des organismes gouvernementaux. Elle ne traite pas des initiatives non gouvernementales.

6. Conformément au mandat du Comité OTC, les prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage sont examinées dans la présente communication uniquement dans l'optique de l'Accord OTC et non pas sous l'angle d'autres accords de l'OMC.

## **II. PRÉOCCUPATIONS AUXQUELLES IL FAUDRAIT RÉPONDRE**

7. De nombreux Membres, en particulier les pays en développement, craignent que les barrières tarifaires ne soient de plus en plus remplacées par d'autres mesures, comme des normes de qualité élevées et des prescriptions connexes en matière de marquage et d'étiquetage, ce qui pourrait avoir pour effet de créer de nouveaux obstacles au commerce.

8. À cet égard, l'un des plus gros obstacles auxquels se heurtent les pays en développement est la grande diversité de prescriptions nationales ou régionales divergentes en matière de marquage et d'étiquetage. L'importance qu'il y a à harmoniser les règlements techniques et les normes afin de faciliter le commerce international est reconnue dans l'Accord OTC. Par conséquent, l'harmonisation à l'échelle internationale des prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage pourrait être un moyen parmi d'autres de contribuer activement à améliorer l'accès des produits des pays en développement aux marchés des pays industriels.

9. Autre aspect important: les prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage ouvrent des débouchés intéressants pour les pays en développement. En raison d'une sensibilisation croissante aux questions d'environnement dans les pays industriels, un nouveau marché s'est développé ces dernières années pour les produits en provenance des pays en développement. Ainsi, des produits de l'agriculture biologique en provenance des pays en développement comme le café ou le thé, les fruits tropicaux et le jute ont réussi à gagner des parts de marché dans un secteur en croissance dans les pays industriels; en outre, les consommateurs sont disposés à payer un prix plus élevé pour ces produits, ce qui peut se traduire par des bénéfices plus élevés. Cette tendance devrait se maintenir.

10. Autre préoccupation dont il a été fait état en ce qui concerne les questions d'étiquetage: les prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage pourraient être utilisées à mauvais escient par les organismes gouvernementaux à des fins protectionnistes. Aux termes des dispositions de l'Accord OTC, les organismes de réglementation ou de normalisation sont tenus de faire en sorte que l'élaboration, l'adoption ou l'application des règlements techniques ou des normes n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. L'Accord OTC offre donc un rempart solide contre le protectionnisme.

11. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que le risque que les programmes d'étiquetage soient utilisés à mauvais escient par des organismes gouvernementaux à des fins protectionnistes est beaucoup plus grand si l'on ne sait pas clairement dans quelle mesure les dispositions de l'Accord OTC s'appliquent aux prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage.

12. Étant donné le fait que les consommateurs sont disposés à payer un prix plus élevé pour des produits respectueux de l'environnement, le risque existe que les producteurs abusent des marques et des labels. Afin d'obtenir le droit d'utiliser une marque ou un label et de pouvoir engranger ainsi des bénéfices plus élevés, les producteurs pourraient être tentés de tromper les autorités et les consommateurs en prétendant satisfaire aux exigences applicables. Ce risque de pratiques dolosives constitue donc une autre préoccupation à laquelle il faudrait répondre.

13. Pour toutes les raisons énumérées précédemment, la Suisse estime qu'un débat en profondeur sur les questions de marquage et d'étiquetage permettrait non seulement de mieux comprendre de manière générale les obligations résultant de l'Accord OTC, mais aussi de répondre à des préoccupations relatives à l'accès aux marchés, en particulier pour les produits en provenance des pays en développement, et à l'utilisation des prescriptions en matière de marquage ou d'étiquetage à des fins protectionnistes ou pour induire en erreur.

### III. DISPOSITIONS DE L'ACCORD OTC CONCERNANT LE MARQUAGE ET L'ÉTIQUETAGE

#### A. PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE MARQUAGE ET D'ÉTIQUETAGE ASSIMILABLES À DES RÈGLEMENTS TECHNIQUES OU À DES NORMES

14. Les règlements techniques et les normes sont définis ainsi à l'annexe 1 de l'Accord OTC:

*Règlement technique: "Document qui énonce les caractéristiques d'un produit ou les procédés et méthodes de production s'y rapportant, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont le respect est obligatoire. Il peut aussi traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un procédé ou une méthode de production donnés." [pas d'italique dans l'original]*

*Norme: "Document approuvé par un organisme reconnu, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques pour des produits ou des procédés et des méthodes de production connexes, dont le respect n'est pas obligatoire. Il peut aussi traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un procédé ou une méthode de production donnés." [pas d'italique dans l'original]*

15. Les prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage qui tombent sous le coup de l'Accord OTC sont soumises aux dispositions de cet accord, qui crée des obligations particulières: non-discrimination, abstention de créer des obstacles non nécessaires au commerce, proportionnalité, etc.

#### B. LE MARQUAGE ET L'ÉTIQUETAGE EN TANT QUE PARTIE DE LA PROCÉDURE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ

16. En outre, le marquage et l'étiquetage sont visés par les dispositions relatives aux procédures d'évaluation de la conformité (articles 5 à 8 de l'Accord OTC). Conformément à l'article 5.1.1 de l'Accord, les Membres doivent veiller à ce que les institutions du gouvernement central, les institutions publiques locales (selon l'article 7.1) et les organismes non gouvernementaux (selon l'article 8.1) respectent l'obligation de traitement national. Cette obligation donne aux fournisseurs le droit de demander une évaluation de la conformité et d'obtenir la jouissance de la marque le cas échéant.

17. Par exemple, un règlement technique peut exiger qu'un vernis respectueux de l'environnement ne renferme pas certaines substances dangereuses. Il se peut qu'une évaluation de la conformité soit requise avant que ce vernis puisse être présenté sur le marché comme un produit ne portant pas atteinte à l'environnement. Une fois que la conformité au règlement technique a été établie, le producteur est autorisé à utiliser la marque à condition qu'il puisse garantir que son produit continuera d'être conforme au critère applicable.

#### IV. QUESTIONS EN SUSPENS

##### A. ÉTIQUETAGE OBLIGATOIRE OU FACULTATIF?

18. Selon l'Accord OTC, il existe deux catégories de prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage, selon qu'elles sont d'application obligatoire (règlement technique) ou d'application facultative (norme). Aussi claire qu'elle puisse être en théorie, cette distinction pose certainement de grandes difficultés dans la pratique, car les choses ne sont pas toujours aussi simples.

19. Par exemple, une prescription donnée en matière de marquage ou d'étiquetage, qui a été adoptée par une institution du gouvernement central, peut être de nature facultative et être considérée par conséquent comme une norme au sens de la définition donnée à l'annexe 1. Toutefois, si cette norme a pour effet de segmenter le marché, le respect de la norme devient obligatoire de fait pour le producteur qui souhaite avoir accès au segment de marché nouvellement créé. Par exemple, un fromage de production biologique ne pourra obtenir un écolabel "biologique" et avoir ainsi accès au marché des produits biologiques à moins que le producteur ne prouve pas que son produit respecte la norme facultative.

20. En pareils cas, il est fort douteux que la distinction entre règlements techniques et normes soit justifiée. Par conséquent, l'étendue différente des obligations associées aux règlements techniques et aux normes est elle aussi discutable. Pour ce qui est des règlements techniques, d'une part, l'article 2.1 exige le traitement national d'une manière contraignante. Pour ce qui est des normes, d'autre part, il n'est question du traitement national qu'au paragraphe D du Code de pratique<sup>4</sup>, dont l'acceptation est facultative.

21. Par ailleurs, on peut soutenir que si des prescriptions en matière de marquage ou d'étiquetage sont considérées comme faisant partie d'une procédure d'évaluation de la conformité, comme il est expliqué plus haut (voir le paragraphe 13), elles seraient alors soumises à la disposition qui concerne le traitement national à l'article 5.1 de l'Accord OTC, indépendamment de leur nature (facultative ou obligatoire). Par conséquent, toute différenciation des obligations qui serait le fait de la distinction établie entre règlements techniques et normes semblerait encore plus discutable.

##### B. QUESTIONS CONCERNANT LES PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE MARQUAGE ET D'ÉTIQUETAGE QUI REPOSENT SUR DES PROCÉDÉS ET MÉTHODES DE PRODUCTION (PMP)

22. Les distinctions ci-après sont elles aussi couramment établies entre les prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage:

- a) les marques et labels sont fonction des caractéristiques du produit;
- b) les marques et labels sont fonction de PMP qui révèlent les caractéristiques du produit;
- c) les marques et labels sont fonction de PMP qui ne révèlent pas les caractéristiques du produit.

23. Là encore, il n'y a pas de distinction nette entre ces trois types de marques et de labels. Ainsi, dans la pratique, il peut être difficile d'attribuer une marque ou un label donné en fonction de l'un de ces trois types. Prenons l'exemple d'un écolabel pour des carottes de production biologique. Lorsque

---

<sup>4</sup> Annexe 3 de l'Accord OTC.

l'on compare une grande quantité de carottes biologiques avec une quantité égale de carottes ordinaires, on constate que les carottes biologiques renferment en moyenne une concentration beaucoup plus faible de substances éventuellement nocives (résidus de pesticide, par exemple), ce qui peut indiquer qu'il s'agit d'un écolabel de type b). Par contre, si l'on compare une seule carotte biologique avec une seule carotte ordinaire, on ne décèlera peut-être aucune différence significative, ce qui indiquerait qu'il s'agit d'un écolabel de type c).

24. On peut donc soutenir que cette division des marques et labels en trois catégories comporte une certaine imprécision; il serait donc souhaitable de revoir cette classification.

25. L'applicabilité de l'Accord OTC aux marques et labels de type c) est elle aussi incertaine. Cette incertitude tient principalement au libellé ambigu qui a été employé pour définir les règlements techniques et les normes. Dans la première phrase du premier paragraphe de l'annexe 1 de l'Accord OTC, il est question des documents qui énoncent les caractéristiques d'un produit ou les procédés et méthodes de production s'y rapportant. Toutefois, ce lien entre les caractéristiques d'un produit et les procédés et méthodes de production est moins évident dans la première phrase du deuxième paragraphe de l'annexe 1. Enfin, la deuxième phrase de chacun des deux paragraphes, celle dans laquelle il est fait expressément mention des prescriptions en matière de marquage ou d'étiquetage, n'exige pas que les PMP se rapportent le moins au produit; en outre, ces phrases ont une portée plus large puisqu'il y est question d'"un produit" plutôt que des "caractéristiques d'un produit". Cette incohérence dans la phraséologie fait ressortir l'ambiguïté des définitions et soulève donc la question de savoir si les marques et labels de type c) sont visés par l'Accord OTC.

#### C. OBJECTIFS LÉGITIMES À L'ORIGINE DES PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE MARQUAGE ET D'ÉTIQUETAGE

26. Conformément à l'article 2.2 de l'Accord OTC, les règlements techniques ne doivent pas être plus restrictifs qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime. Par ailleurs, cette disposition renferme une liste non exhaustive d'objectifs légitimes, tels que la prévention de pratiques de nature à induire en erreur. Pourtant, l'aspect "information des consommateurs", qui est souvent la principale raison pour établir des prescriptions en matière de marquage ou d'étiquetage, n'est pas mentionné expressément dans cette liste. Cela soulève la question de savoir si l'information des consommateurs constitue un objectif légitime pour ce qui est des règlements techniques. Le fait que la prévention de pratiques de nature à induire en erreur est mentionnée expressément dans la liste non exhaustive d'objectifs légitimes pourrait servir de contexte afin d'étayer l'inclusion de l'information des consommateurs, celle-ci contribuant directement à prévenir les pratiques de nature à induire en erreur.

### V. CONCLUSIONS ET MARCHE À SUIVRE

27. De l'avis de la Suisse, un examen approfondi des questions en suspens qui sont exposées dans la présente communication pourrait contribuer à clarifier les modalités d'application de l'Accord OTC aux prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage et à en préciser le champ d'application. Cet examen pourrait permettre de parvenir à une meilleure efficacité en ce qui concerne le fonctionnement de l'Accord, ce qui serait dans l'intérêt de tous les Membres.

28. En outre, pareil examen pourrait contribuer:

- à faciliter l'accès aux marchés des produits originaires des pays en développement;
- à faire en sorte que les prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage ne soient pas utilisées à des fins protectionnistes ou pour induire en erreur;

- à inventorier les principaux programmes de marquage et d'étiquetage afin de jeter les bases d'une éventuelle harmonisation internationale de ces prescriptions, ce qui faciliterait encore les échanges.
-